

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

## Rapport d'évaluation

### Master Economie appliquée

- Université de Bordeaux

Campagne d'évaluation 2014-2015 (Vague A)

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

*Pour le HCERES,<sup>1</sup>*

Didier Houssin, président

---

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

<sup>1</sup> Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2014-2015

## Présentation de la formation

Champ(s) de formation : Droit, science politique, économie, gestion

Établissement déposant : Université de Bordeaux

Établissement(s) cohabilités : /

Le master *Economie appliquée* est localisé à l'Université de Bordeaux. Le lieu principal de formation est la Faculté d'Économie, gestion et AES où est dispensée la première année de master (M1) et les spécialités à finalité principalement professionnelle de deuxième année (M2) : *Economie et gestion de l'environnement et des impacts environnementaux* (EGEIE) ; *Pratique de développement* (PD) ; *Economie de l'innovation et veille sectorielle* (EIVS) ; *Economie et aménagement du territoire* (EAT) ; *Recherche en économie appliquée* (REA), qui est une spécialité recherche. Certaines de ces spécialités sont composées de plusieurs parcours, dont certains sont délocalisés ou réalisés en partenariats avec d'autres universités européennes : la spécialité EGEIE se divise en deux parcours : *Economie et gestion de l'environnement* (EGE) et *Etudes d'impacts environnementaux* (EIE) (ce dernier parcours est délocalisé à l'Université d'Antananarivo, Madagascar).

La spécialité EAT se divise en deux parcours, qui eux-mêmes possèdent des sous-parcours : le parcours *Economie et aménagement des territoires* (également appelé *Aménagement, développement des territoires* dans le dossier) se subdivise en un sous-parcours France et un sous-parcours franco-ibérique (en partenariat avec les universités espagnoles de Cadix, Jaen et Huelva). Le parcours (professionnel et recherche) *Population, développement, prospectives* (PoDePro) se décline en un sous-parcours national et un sous-parcours franco-hellénique (en partenariat avec l'Université de Thessalie en Grèce).

## Avis du comité d'experts

Les objectifs scientifiques et professionnels de la formation consistent à former les étudiants à l'analyse économique dans les différents champs que sont le développement, l'aménagement du territoire, l'environnement, l'innovation, la démographie et la prospective débouchant sur des emplois d'économiste/expert dans les entreprises, collectivités territoriales, administrations publiques, institutions internationales et centres de recherche. Le cursus s'effectue en formation initiale. La première année du master est composée d'enseignements fondamentaux et méthodologiques mutualisés entre les différentes spécialités, et d'enseignements de spécialités : par exemple *Economie de l'environnement et évaluation du patrimoine naturel* pour la spécialité EGEIE, *Bien-être, inégalité, pauvreté* pour la spécialité PD, *Economie de la production* pour EIVS, *Economie régionale et urbaine* pour EAT, une matière au choix parmi une liste comprenant les précédentes pour REA. Ces parcours orientent dès le premier semestre les étudiants vers les cinq spécialités de deuxième année de master correspondantes. Les spécialités de deuxième année fonctionnent de manière indépendante, même si certains cours sont mutualisés entre les parcours d'une même spécialité ou de spécialités différentes. Les effectifs de la mention s'élèvent en 2013/2014 à 236 étudiants, dont 119 en première année et 117 en deuxième année.

Le dossier est confus sur le nombre de spécialités. La fiche d'identité du diplôme indique cinq spécialités (présentées ci-dessus tandis que le dossier indique un parcours recherche (qui correspond à l'une des spécialités de la fiche d'identité) et six parcours professionnels (avec six responsables), en omettant parfois d'en présenter une ou deux dans les différents items. Les rédacteurs du dossier ont de plus utilisé des acronymes (sans les expliciter) qui ne correspondent pas toujours aux noms des spécialités ni aux noms des parcours, qui ne sont pas homogénéisés entre les différents éléments du dossier. Le regroupement opéré dans la fiche d'identité n'a visiblement pas été pris en compte par les porteurs des spécialités/parcours et démontre une synergie imparfaite, ce que confirme la maquette du M1. La première année du master est en effet composée d'enseignements mutualisés (58 %), mais les étudiants sont orientés dès le premier semestre vers une spécialité et les enseignements correspondants (42 %). Le résultat est donc que la mention regroupe des spécialités et même des parcours de spécialités de M2 n'ayant que peu de relations les uns avec les autres. Les connaissances attendues ainsi que les compétences personnelles et professionnelles, de même que les métiers visés,

sont bien décrits dans les différentes fiches RNCP (qui là encore sont plus nombreuses que le nombre de spécialités annoncé), et correspondent aux différentes spécialités. La structure de la formation est globalement difficilement lisible.

Le master s’inscrit dans le champ *Droit, science politique, économie, gestion*. Sur le plan de la recherche, le COMPTRASEC (Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale) et le GREThA (Groupe de Recherche en Économie Théorique et Appliquée), sont principalement associés au master, mais également l’INED (Institut National d’Études Démographiques) ou l’IRSTEA (Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l’Environnement et l’Agriculture). Le dossier étant rédigé de façon à décrire les parcours des spécialités de M2 avant tout, il n’est pas fait référence de façon explicite aux autres masters en économie du site ou de la région. Le dossier ne permet pas de savoir si des mutualisations ou des réorientations sont possibles et effectives entre ces masters, pas plus qu’avec ceux de l’Institut d’Administration des Entreprises par exemple. Il est par contre fait mention de collaborations actives avec l’Institut Régional du Travail Social par exemple, ou sont prévues avec l’Institut Polytechnique de Bordeaux. Les partenariats académiques avec des universités étrangères (à Madagascar, en Espagne ou en Grèce) sont bien développés. Le dossier donne une liste assez sommaire de partenaires issus du milieu socio-économique en expliquant que les partenaires sont multiples pour chacune des spécialités. Ces partenariats prennent des formes variées, de la participation aux enseignements, aux conseils sur la maquette, soutien financier, stages, etc. En définitive, il est difficile de juger du positionnement de la mention dans son environnement socio-économique.

Chaque spécialité dispose de sa propre équipe pédagogique composée du responsable de la formation et de l’ensemble des titulaires mais elles ne sont pas toujours communiquées et sont parfois très mal présentées. Il n’y a pas dans le dossier d’analyse de sa composition. Ces équipes sélectionnent les étudiants en M2, assurent la cohérence et la continuité des enseignements, suivent et orientent les étudiants. Pour les extérieurs, intervenants sur les sites délocalisés, en plus des compétences essentielles à l’enseignement, il est demandé une maîtrise du contexte local et des compétences dans le montage et l’évaluation de projets. Les équipes pédagogiques se réunissent cinq fois par an, de la sélection des étudiants au bilan de l’année. Il est fait mention d’un conseil de perfectionnement pour l’une des spécialités (EIVS). Rien n’est dit sur le pilotage global, qui fait clairement défaut.

Les effectifs du master 1 sont de 119 étudiants en 2013-2014, en légère diminution puisqu’ils s’élevaient à 130 en 2011-2012 ; ceux du M2 s’élèvent à 117, également donc en diminution (139 en 2011-2012 et 134 en 2012-2013). Les taux de réussite sont en régression pour les deux années (ils ne s’élèvent qu’à 54 % en M1 en 2012-2013 contre 60 % l’année précédente) et à 72 % en M2 en 2012-2013 contre 91 % l’année précédente. Une telle diminution n’est pas expliquée dans le dossier. Celui-ci ne mentionne pas les effectifs ni les taux de réussite par spécialité, ce qui est regrettable. Les rédacteurs du dossier considèrent qu’on ne peut pas tirer d’enseignement des statistiques de l’université. Ils précisent qu’un suivi est réalisé de manière informelle (par les réseaux sociaux, des associations d’anciens) dans les différentes spécialités mais peu d’informations supplémentaires sont données. Concernant l’insertion, les statistiques de l’université concernant les diplômés de 2010 interrogés en 2012 (107 interrogés, taux de réponse de 62 % soit 66 personnes) indiquent que 62 % de ceux-ci sont en activité, ce qui paraît vraiment faible deux ans après l’obtention du diplôme, et parmi ceux-ci 67 % sont des cadres de catégorie A, même si le taux de diplômés en emploi stable diminue et que le taux de chômage s’élève à 24 % (contre 32 % l’année précédente). Neuf étudiants sont en poursuite d’étude et parmi ceux-ci 44 % (soit quatre étudiants) sont en doctorat. Cela paraît un peu faible, compte tenu de la présence d’une spécialité recherche et de plusieurs parcours mixtes.

## Éléments spécifiques de la mention

<p>Place de la recherche</p>	<p>La mention est adossée à des unités mixtes de recherche CNRS, ce qui est un point fort : COMPTRASEC et GRETHA. Des collaborations existent également avec l’INED, le centre national de Recherche sur l’Environnement (Madagascar) et l’IRSTEA.</p> <p>Les étudiants de la spécialité recherche bénéficient de séminaires de formation à la recherche tandis que les parcours professionnels n’ont que des réunions avec les responsables de la documentation. Pour les parcours mixtes, on ne sait rien des formes de participation des étudiants aux cycles de conférences ou aux visites de laboratoires.</p>
<p>Place de la professionnalisation</p>	<p>Il n’y a pas d’éléments généraux pour décrire la place de la professionnalisation au sein de la mention dans le dossier de présentation, même si les fiches RNCP laissent penser qu’une réflexion consistante est conduite sur les compétences devant être développées en vue d’une professionnalisation. La réflexion sur les</p>

	<p>métiers s’effectue au sein des équipes pédagogiques et l’accompagnement de l’étudiant vers la vie professionnelle est pris en charge par les services d’orientation des stages et de l’insertion professionnelle de l’université (DOSIP). La formation continue n’est pas développée, et ne semble pas faire l’objet d’une réflexion particulière.</p>
<p>Place des projets et stages</p>	<p>Un stage (de trois à six mois) est obligatoire au semestre 4 et représente de 10 à 30 ECTS selon les spécialités. Un stage (de six à trois mois) est aussi possible (facultatif) au semestre 2 selon les spécialités. Le caractère facultatif du stage de M1 est une faiblesse compte tenu de l’orientation principalement professionnelle de la mention. Les stages font l’objet d’un suivi par un universitaire et un maître de stage en entreprise et sont évalués par le biais d’un mémoire ou rapport écrit, d’une soutenance orale (pour le stage du semestre 4) par le maître de stage. Les étudiants bénéficient d’un soutien à la recherche de stage et d’un suivi. Ceci est conforme à ce qui est attendu. Il existe des projets tuteurés collectifs au semestre 4, correspondant à deux ou trois ECTS (ce qui est un peu faible) qui visent à développer les compétences transversales (cela concerne en particulier la spécialité EAT).</p>
<p>Place de l’international</p>	<p>La place de l’international est inégale selon les spécialités. Pour certaines elle est complètement absente (EIVS), pour d’autres, elle est assez développée, notamment du fait des partenariats (délocalisations, doubles-diplômes) noués par certaines spécialités avec des universités étrangères (Université de Thessalie en Grèce et Université de Cadiz, Jaen et Huelva en Espagne). La gestion de ces délocalisations et doubles diplômes semble conforme à ce qui est attendu même si les contraintes financières freinent la mobilité des enseignants et peuvent nuire à la coordination d’ensemble.</p> <p>L’enseignement des langues est présent dans les différentes spécialités avec parfois des cours réalisés en anglais (dès le M1) ou en espagnol (cas du parcours ADT). Des stages ont lieu à l’étranger, de manière obligatoire (parcours EIE) ou fortement conseillée (spécialité PD).</p> <p>Si la formation accueille un nombre important d’étudiants étrangers, la mobilité sortante pour les études ou les stages est faible (2 % pour les études et 4 % pour les stages d’après les statistiques de l’université en 2012-2013 ; même si le dossier souligne que les stages à l’étranger sont obligatoires pour certains parcours de la spécialité <i>Economie et aménagement du territoire</i>).</p>
<p>Recrutement, passerelles et dispositifs d’aide à la réussite</p>	<p>Le recrutement se fait majoritairement en interne, plus de 60 % des M1 et des M2 proviennent de l’établissement. La communication se fait par le biais de plaquettes, du web, ou de réunions d’information pour le M1 et les différents parcours.</p> <p>Il n’existe pas d’autres dispositifs d’aide à la réussite que des dispositifs informels, consistant à repérer les étudiants en difficultés et à leur proposer des rendez-vous. Le taux d’échec important, surtout en M1, laisse penser que cela n’est pas suffisant.</p>
<p>Modalités d’enseignement et place du numérique</p>	<p>Dans le dossier, rien n’est dit sur les modalités d’enseignement. Les maquettes montrent une association entre cours et TD (pour les cours plus spécialisés ou méthodologiques), avec certains cours mutualisés et des cours de pré-spécialisation dès le master 1. La plateforme moodle de l’Université de Bordeaux est utilisée pour la diffusion des cours, les exercices, l’autoévaluation et en M1 l’e-formation est utilisée pour l’anglais. Des ressources utiles à la recherche de stages, une banque de rapports de stages, des éléments de méthodologie du mémoire et de la soutenance sont disponibles en ligne, de façon apparemment variable selon les spécialités/parcours, mais il s’agit là d’un aspect positif, utile aux étudiants. Il n’y a pas de dispositifs spécifiques pour accueillir les étudiants ayant des contraintes particulières.</p>

Evaluation des étudiants	Les modes d'évaluation, clairement définis sont communiqués aux étudiants. Le diplôme est attribué sur la base des quatre semestres. Les jurys sont spécifiques à chaque spécialité. L'équipe pédagogique veille à la diversité et la complémentarité entre les modalités de contrôle des connaissances (écrit, oral, contrôle continu, projets tuteurés, rapport de stage et projet professionnel).
Suivi de l'acquisition des compétences	Le suivi des compétences est réalisé par des autoévaluations en ligne et le suivi individuel informel (via le tutorat, les réunions, les entretiens individuels...). Il n'y a pas d'outils formels pour le suivi individualisé des étudiants et cela semble insuffisant.
Suivi des diplômés	Compte tenu des limites du suivi des diplômés par les enquêtes de l'université auxquelles un faible nombre d'étudiants répond, le suivi est réalisé de manière informelle (par les réseaux sociaux, des associations d'anciens) dans les différentes spécialités, mais peu d'informations supplémentaires sont données et cela est regrettable.
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	L'évaluation de la formation par les étudiants s'effectue de manière principalement informelle et parfois par un questionnaire anonyme distribué aux étudiants, dont les réponses sont ensuite utilisées par l'équipe pédagogique pour faire évoluer la formation. Il existe selon le dossier un conseil de perfectionnement mais sa composition n'est donnée que pour une seule spécialité (EIVS). L'autoévaluation souligne que ce point devrait être amélioré. Les rédacteurs du dossier reconnaissent eux-mêmes qu'il n'y a pas de pilotage global de la mention, et c'est le point faible principal de la mention.

## Synthèse de l'évaluation de la formation

### Points forts :

- Une internationalisation forte (formation délocalisée, doubles diplômes).
- Plusieurs équipes de recherche reconnues impliquées dans la formation.

### Points faibles :

- Une architecture d'ensemble peu cohérente, qui se traduit par une juxtaposition de spécialités ou même de parcours de spécialités sans unité réelle.
- Une absence de pilotage global.
- Un taux d'insertion professionnelle qui constitue en outre une réelle faiblesse.
- Une progressivité de la spécialisation limitée pour les étudiants, qui choisissent leur orientation dès le premier semestre du M1.
- Un nombre d'inscrits et des taux de réussite en déclin pour les deux années associés à un taux d'insertion moyen.
- Une insuffisance de réflexion sur les modalités d'enseignement (peu d'innovations pédagogiques).
- Une absence de démarche ou de réflexion (mise à part la spécialité AET) pour développer la formation continue.
- Des informations parcellaires, manquantes ou contradictoires entre les différents éléments du dossier, qui est mal construit et parfois illisible.

Conclusions :

Le master *Economie appliquée* manque de cohérence structurelle et ne paraît pas avoir pris en compte les recommandations faites par l'évaluation précédente de l'AERES qui soulignait déjà ce point. La mention regroupe sept parcours classés de manière assez artificielle en cinq spécialités qui ne sont pas présentées en tant que telles dans le dossier. L'absence de pilotage global se lit dans le dossier qui n'offre que très peu d'éléments descriptifs ou analytiques de la mention, la rendant ainsi difficile à évaluer. Pourtant la formation jouit de réseaux académiques et professionnels souvent développés (délocalisation, double diplôme, partenariats divers) qui témoignent du dynamisme de la plupart de ses équipes pédagogiques et pourraient démontrer sa spécificité et accroître son attractivité. Celle-ci semble en effet décliner sur les dernières années, de même que les taux de réussite qui chutent fortement (l'absence de données chiffrées sur ces points par spécialité/parcours ne permet pas de déterminer lesquelles sont les plus dynamiques). Le renforcement du pilotage et la coordination des équipes pédagogiques favoriseraient sans nul doute l'attractivité générale, l'innovation pédagogique, la réussite et l'insertion des étudiants. Ce dernier point justifierait une profonde réflexion sur tous les éléments constitutifs de la mention à corriger, transformer.

## Éléments spécifiques des spécialités

### Economie et gestion de l'environnement et des impacts environnementaux (EGEIE)

Place de la recherche	Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité.
Place de la professionnalisation	<p>Les métiers visés correspondent bien au contenu de la formation : par exemple chargé de mission environnement, développement durable, énergies nouvelles, chargés d'études d'impacts environnementaux, etc. Les étudiants doivent être capables d'établir un diagnostic de la situation environnementale locale ; d'identifier, développer et gérer des projets environnementaux, etc. Pour ce faire, des projets professionnalisant sont menés au semestre 1 (par exemple bilan carbone).</p> <p>La place des professionnels est présentée comme supérieure à 50 % pour l'un des parcours (EIE) mais la présentation de l'équipe pédagogique en annexe est illisible. Pour le parcours EGE, les rédacteurs insistent sur l'acquisition par les étudiants de compétences valorisables en emploi, mais sans dire de quelles compétences il s'agit. Le réseau professionnel n'est pas présenté.</p>
Place des projets et stages	<p>Pour le parcours EIE, l'UE stage comprend le suivi de rapport d'activité et est crédité de 15 ECTS, mais on ne sait pas s'il donne lieu à un mémoire ou à une soutenance ; ceci pourrait être clarifié. Pour le parcours EGE, il s'agit d'un stage de quatre à six mois avec mémoire et soutenance pour un total de 30 ECTS, ce qui est correct.</p>
Place de l'international	<p>Le parcours EIE est délocalisé à l'université d'Antananarivo (Madagascar). L'autoévaluation suggère le développement de collaborations institutionnelles dans la zone de l'Océan Indien.</p> <p>Pour le second parcours (EGE), le dossier mentionne que la dimension internationale est sans objet, ce qui est critiquable. Apparemment, il n'y a pas de cours en anglais en M2 (alors que certains sont proposés en M1). Ce point pourrait être amélioré.</p>
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité.
Modalités d'enseignement et place du numérique	Le M1 a lieu à l'Université de Bordeaux. Il comprend une UE par semestre et la maquette offre un certain nombre de cours communs avec les autres spécialités. L'UE 1-2 et l'UE 2-2 sont dédiés à l'acquisition des concepts de base des spécialités.

	La formation en M2 comprend deux parcours : <i>Etudes d'impacts environnementaux</i> (EIE) (délocalisé à Madagascar) et <i>Economie et gestion de l'environnement</i> (EGE) qui fonctionnent donc de manière complètement autonome. Pour le parcours EIE, on ignore tout des conditions dans lesquelles se fait cette délocalisation (nombre d'étudiants, critères de sélection, etc.).
Evaluation des étudiants	Les dispositions sont analogues à celles de la mention.
Suivi de l'acquisition des compétences	Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité.
Suivi des diplômés	Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité.
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité. Il n'y a apparemment pas de conseil de perfectionnement.

Pratique de développement (ou Pratiques du développement, les deux intitulés sont utilisés dans le dossier) (PD)

Place de la recherche	La spécialité est à finalité professionnelle. Les enseignants-chercheurs sont surtout issus du GREThA.
Place de la professionnalisation	<p>Les métiers visés correspondent bien au contenu de la formation : économistes, statisticiens, analystes dans les institutions internationales, les ONG, les cabinets conseils... Les étudiants doivent être capables d'établir un diagnostic de la situation des pays du Sud, en fonction des données économiques, démographiques, sociales, d'élaborer les orientations et objectifs stratégiques des programmes d'actions des pouvoirs publics, d'effectuer des bilans, etc. Des stages, séminaires professionnels, enseignements d'analyse de données permettent d'acquérir les compétences nécessaires.</p> <p>L'autoévaluation signale la nécessité d'une meilleure articulation avec le monde professionnel pour favoriser une insertion plus rapide (les interventions de professionnels sont surtout issues de l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement) et ont donc un profil académique) et d'une meilleure coordination avec les intervenants professionnels, qui toutefois ne représentent pas un grand nombre d'heures d'enseignement.</p>
Place des projets et stages	Un stage obligatoire de 16 semaines minimum doit être réalisé en M2 de préférence dans un pays en développement. Ceci est un point positif, malgré les problèmes liés aux difficultés de signature de conventions dans les pays concernés.
Place de l'international	Le stage à l'étranger est fortement conseillé et concernerait 90 % des stages, ce qui est contradictoire avec les statistiques de l'université, mettant en avant une faible mobilité sortante pour les stages. Ce point aurait mérité une explication. La spécialité n'intègre pas d'enseignement en anglais en M1 et c'est un aspect à améliorer comme cela est souligné dans l'autoévaluation.
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	Concernant le recrutement, la spécialité est présentée comme attractive avec un taux de sélection de 40 %, ce qui est un point positif. 30 % des étudiants sont issus du M1, 20 % d'autres M1 nationaux et 30 % d'autres M1 des pays du Sud en particulier. Mais les effectifs ne sont pas communiqués par spécialité. Concernant les autres aspects, le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques.

Modalités d'enseignement et place du numérique	Le M1 a lieu à l'Université de Bordeaux. Il comprend une UE par semestre et la maquette offre un certain nombre de cours communs aux autres spécialités. Les UE 1-2 et l'UE 2-2 sont dédiées à l'acquisition des concepts de base des spécialités. Le M2 est organisé en deux UE sur les deux semestres, avec un poids plus important des cours-TD. Une banque des rapports de stages des promotions précédentes est disponible en ligne et ceci ne peut être que bénéfique. Un module de visio-conférence est mis en place pour permettre les soutenances depuis l'étranger.
Evaluation des étudiants	Les dispositions sont analogues à celles de la mention.
Suivi de l'acquisition des compétences	Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité
Suivi des diplômés	Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité autre que le fait que l'autoévaluation souligne la nécessité de créer un véritable réseau d'ancien, actuellement informel, et insuffisant pour assurer un suivi précis.
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité. Il n'y a apparemment pas de conseil de perfectionnement.

### Economie de l'innovation et veille sectorielle (EIVS)

Place de la recherche	La spécialité est à finalité professionnelle. Cependant, les enseignements s'inscrivent dans les thèmes de recherche menés sur l'intelligence économique par le laboratoire (non précisé). Deux thèses <i>La convention industrielle de formation par la recherche</i> Cifre ont fait suite à cette spécialité, ce qui montre son lien avec la recherche.
Place de la professionnalisation	Les métiers visés correspondent bien au contenu de la formation : chargé de veille économique et stratégique, de veille sectorielle ; chargé de développement économique. Les diplômés doivent être capables de définir les méthodes et les outils de traitement de l'information pertinente selon l'objet de la recherche, cartographier l'environnement technologique d'une entreprise, filière, etc. Pour ce faire, ils sont formés à des outils techniques et méthodologiques. L'absence de liste de l'équipe enseignante ne permet toutefois pas de déterminer la place des professionnels.
Place des projets et stages	Un stage de quatre à six mois est réalisé avec l'appui de la plateforme en ligne VIA INNO et un tutorat d'accompagnement (25 heures). Le travail est organisé en ateliers et en mode projet, ce qui est très positif pour ce type de formation.
Place de l'international	L'internationalisation est inexistante. C'est un point faible de la spécialité. Elle pourrait être développée, comme mentionné dans l'autoévaluation.
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	Le dossier ne développe pas d'éléments spécifiques à cette spécialité, mis à part un partenariat en cours avec l'Institut Polytechnique de Bordeaux pour l'intégration des élèves ingénieurs dans le M2.
Modalités d'enseignement et place du numérique	Le M1 a lieu à l'Université de Bordeaux. Il comprend une UE par semestre et la maquette offre un certain nombre de cours communs autres spécialités. Les UE 1-2 et l'UE 2-2 sont dédiées à l'acquisition des concepts de base des spécialités. Le M2 est organisé en deux UE sur les deux semestres, avec des cours

	<p>appropriés aux compétences recherchées et une répartition correcte entre CM et TD.</p> <p>L'Utilisation d'une plateforme Via -INNO, qui permet notamment le suivi des étudiants lors de leur stage et la formation des étudiants par les ingénieurs, est certainement un point positif pour cette spécialité.</p>
Evaluation des étudiants	<p>L'évaluation s'effectue par le biais d'un contrôle continu et de travaux professionnels. Les cours sont organisés sous formes d'ateliers professionnels, avec une valorisation du travail collectif via l'utilisation d'une plateforme collaborative. C'est sans conteste un point fort de la spécialité.</p>
Suivi de l'acquisition des compétences	<p>Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité.</p>
Suivi des diplômés	<p>Le dossier fait état d'un taux d'insertion croissant mais ceci n'est pas étayé par des données quantitatives et qualitatives précises.</p> <p>L'autoévaluation mentionne un suivi difficile des étudiants malgré les outils existants (groupe Google +, groupe Viadeo, association des anciens...).</p>
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	<p>Un conseil de perfectionnement a été créé en 2013-2014, intégrant des professionnels, des EC du GREThA et un représentant des anciens. Il propose des évolutions sur la maquette.</p>

Economie et aménagement des territoires

Place de la recherche	<p>Cette spécialité comprend deux parcours : l'un <i>Economie et aménagement des territoires</i> (appelé aussi <i>Aménagement, développement des territoires ADT</i>) est à vocation professionnelle et comprend deux sous-parcours (franco ibérique et France). L'implication de la recherche dans ces parcours prend la forme de la participation à des projets de recherche appliquée (études de terrain, séminaires professionnels) mais le laboratoire de rattachement n'est pas précisé.</p> <p>Le second parcours <i>Population développement, prospective</i> (PoDePro) est mixte et comprend deux sous-parcours (national et franco-hellénique). Sur le plan de la recherche, la formation rattachée au GREThA indique la participation de chercheurs de l'INED qui accueille également des stagiaires.</p>
Place de la professionnalisation	<p>Les métiers visés correspondent bien au contenu des parcours. Par exemple pour le parcours <i>Economie et aménagement du territoire</i> : responsable de service au sein d'une collectivité territoriale, chargé de mission auprès des collectivités territoriales, etc. Les étudiants diplômés doivent être capables de rédiger des diagnostics socio-économiques des territoires, concevoir et gérer des projets d'aménagement et de développement des territoires, etc. Les compétences sont acquises via des études de cas, des séminaires de terrain, des rencontres avec les acteurs. La formation prévoit de développer les conventions d'apprentissage ou d'alternance. La composition de l'équipe pédagogique n'étant pas fournie, on ne connaît pas la part des professionnels, ce qui est regrettable.</p> <p>Pour le parcours PoDePro, les métiers visés sont par exemple : enseignant ou chercheur en démographie, chargé d'études démographiques, d'études statistiques, etc. Les étudiants diplômés doivent être capables de réaliser une enquête, construire et interpréter des indicateurs démographiques et statistiques, etc.</p>

	<p>Les compétences sont acquises par le biais d'enseignements techniques et méthodologiques. Selon l'autoévaluation, la place des professionnels doit être renforcée. En effet, la composition de l'équipe pédagogique témoigne de l'absence d'intervention de professionnels dans la formation, ce qui est un point négatif pour un parcours mixte.</p>
Place des projets et stages	<p>Un stage de quatre à six mois est prévu en M2 pour le parcours ADT qui prévoit aussi un stage en M1. Le parcours PoDePro met l'accent sur les travaux dirigés, les études de cas, les projets tuteurés et le stage.</p>
Place de l'international	<p>La place de l'international est forte pour les deux parcours, avec des enseignements dispensés en langue étrangère (anglais, espagnol), des stages obligatoires à l'étranger pour les deux parcours franco-hellénique et franco-espagnol (on ne connaît pas le nombre exacts d'étudiants concernés) et des semestres d'études à l'étranger pour le parcours franco-hellénique (PoDePro) de même que pour le parcours franco-ibérique. Le parcours PoDePro est labellisé par l'Office Méditerranéen de la Jeunesse, ce qui renforce son attractivité.</p>
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	<p>Le parcours PoDePro fait mention d'une forte attractivité qu'il est impossible de quantifier en l'absence de données. A contrario, le parcours ADT déplore une diminution des candidatures.</p>
Modalités d'enseignement et place du numérique	<p>Le M1 a lieu à l'Université de Bordeaux. Il comprend une UE par semestre et la maquette offre un certain nombre de cours communs avec les autres spécialités. L'UE 1-2 et l'UE 2-2 sont dédiées à l'acquisition des concepts de base des spécialités.</p> <p>En M2, pour le parcours ADT, sous parcours franco-ibérique, le deuxième semestre se déroule en Espagne (Cadix, Jaen, Huelva) avec des programmes différenciés. Pour le sous-parcours français, certains cours sont en commun avec le M2 démographie ou sont pris en charge par de structures extérieures (Enita, IUP DE Créteil).</p> <p>Pour le parcours PoDePro (M2), le parcours national a certains cours en commun avec le sous-parcours ADT, et concernant le sous-parcours franco-hellénique, le semestre 2 est réalisé à Volos (Grèce).</p> <p>La place du numérique est correcte, avec des tests d'évaluation et la mise en ligne d'exercices corrigés l'utilisation de la plateforme Moodle mais il n'y a pas d'outils collaboratifs disponibles (PoDePro).</p>
Evaluation des étudiants	<p>Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité mise à part l'évaluation en ligne pour le parcours PoDePro.</p>
Suivi de l'acquisition des compétences	<p>Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité.</p>
Suivi des diplômés	<p>Au-delà du dispositif de l'établissement, un suivi serait fait par les associations d'anciens étudiants, mais on n'en connaît pas les modalités ni les résultats.</p>
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	<p>Cette spécialité présente un problème de pilotage car les deux parcours n'ont que très peu de relations entre eux. Il existe également un problème de financement pour assurer la coordination des doubles diplômés. Il n'y a pas de conseil de perfectionnement.</p>

## Recherche en économie appliquée (REA)

Place de la recherche	Le dossier souligne une interaction forte avec le laboratoire d'accueil de la formation (GREThA), sans plus de détails. Par exemple la composition de l'équipe pédagogique n'est pas fournie. Les étudiants suivent deux séminaires thématiques au semestre 1 et participent au séminaire du GREThA aux semestres 1 et 2.
Place de la professionnalisation	Les métiers visés correspondent bien au contenu de la formation : par exemple enseignants-chercheurs, consultants dans les organismes privés, les organisations régionales, nationales et internationales. Les étudiants diplômés doivent être capables de réaliser une recherche (déterminer le caractère novateur, connaître les méthodes, observer et collecter l'information, rédiger, etc.), établir un diagnostic de la situation dans l'un des domaines du développement des pays du sud, élaborer et préparer des travaux dirigés... Pour cela, ils suivent des séminaires d'entraînement, cours de technique et projets tuteurés destinés à acquérir les outils de recherche en économie appliquée. Cependant, on ne sait pas quelles sont les modalités de cette mise en pratique (restitution d'un rapport de participation au séminaire du laboratoire avec Grand oral ?).
Place des projets et stages	Le dossier ne développe pas d'élément sur le stage. Dans la maquette 15 ECTS sont dédiés au mémoire/dissertation mais on ne sait pas si le mémoire s'effectue dans le cadre du laboratoire.
Place de l'international	Des cours en anglais sont intégrés dans la formation en première et en deuxième année, et la formation prévoit d'accroître le volume des cours en anglais pour renforcer son attractivité.
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	Une réunion de rentrée en M1 présente le contenu de la formation et ses débouchés. L'autoévaluation met en avant la nécessité d'une meilleure articulation avec le monde professionnel en cas de non poursuite de thèse, ce qui est nécessaire puisque seuls 50 % des étudiants poursuivent en doctorat selon le dossier. Pour les étudiants souhaitant poursuivre en doctorat, il existe un accompagnement spécifique.
Modalités d'enseignement et place du numérique	Le M1 a lieu à l'Université de Bordeaux. Il comprend une UE par semestre et la maquette offre un certain nombre de cours communs autres spécialités. L'UE 1-2 et l'UE 2-2 sont dédiées à l'acquisition des concepts de base des spécialités.  L'organisation du M2 est typique d'un master orienté recherche avec des UE théoriques, méthodologiques, des séminaires (deux au choix parmi cinq au semestre 1), le suivi du séminaire du laboratoire, et la rédaction d'un mémoire valant 15 crédits. Le dossier ne mentionne pas d'innovation pédagogique. Il n'y a rien de plus que ce qui se rapporte à la mention en termes d'enseignement numérique (plateforme Moodle pour les enseignants qui le souhaitent).
Evaluation des étudiants	Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité mise à part l'importance du contrôle continu.
Suivi de l'acquisition des compétences	Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité.
Suivi des diplômés	Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité.
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	Le dossier ne présente pas d'éléments spécifiques à cette spécialité. Il n'y a apparemment pas de conseil de perfectionnement.

# Observations de l'établissement

L'établissement n'a pas formulé d'observation.